Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 62 (1982)
Heft: 4

Artikel: Les relations franco-suisses et les industries suisses en France
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-886989

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les relations franco-suisses et les industries suisses en France

Les difficultés rencontrées en 1981 par les entreprises membres de la Chambre de Commerce Suisse en France se sont sensiblement aggravées en 1982. L'analyse des relations franco-suisses à laquelle nous avons procédé fin 1982, ainsi que les réponses que nous avons recueillies auprès d'une sélection représentative de dirigeants d'entreprises suisses en France démontrent que la crise touche aussi bien les relations humaines que les relations économiques entre les deux pays. Les échanges commerciaux entre la France et la Suisse ont assurément enregistré un certain tassement en 1982 mais ils restent, une fois de plus, largement bénéficiaires au profit de la France. Aux quelque 9,3 milliards de francs français d'excédent commercial que la France peut attendre de ses échanges visibles à la fin de cette année, viennent s'ajouter environ 5,7 milliards d'exportations réalisées par les sociétés suisses implantées en France (chiffre en augmentation d'un dixième par rapport à 1981), ainsi qu'environ 5 milliards de francs de salaires rapatriés de Suisse par les frontaliers français, dont le nombre a augmenté depuis un an malgré l'aggravation de la crise.

Ainsi, les échanges industriels et commerciaux entre la France et la Suisse se soldent, en 1982, par un excédent au profit de la France de l'ordre de vingt milliards de francs français, sans tenir compte de l'excédent que la France réalise par ailleurs dans ses échanges touristiques avec la Suisse.

Les membres de la Chambre de Commerce Suisse en France s'attendent à une année 1983 au moins aussi difficile, voire plus difficile que 1982. Leurs considérations, que nous avons résumées ci-dessous, traduisent un certain pessimisme, attisé par le fait qu'en cette fin d'année 1982 les perspectives de l'économie suisse se sont, elles aussi, passablement assombries.

La présence humaine

Les rapports entre la France et la Suisse demeurent fortement marqués par les relations humaines très étroites qui les sous-tendent. Une importante **communauté suisse en France**, généralement bien assimilée, ainsi qu'une nombreuse **colonie française installée en Suisse** ou traversant quotidiennement la frontière, représentent le lien physique entre les deux pays. Dans l'année qui s'achève, les problèmes auxquels ces deux communautés sont confrontées se sont sensiblement aggravés. De part et d'autre du Jura, l'emploi a souffert de l'affaiblissement général de la conjoncture économique ; et les courants migratoires, dans la mesure où ils sont formés de personnes à la recherche d'un emploi, sont pratiquement arrêtés.

Malgré la situation économique plus difficile, l'évolution des effectifs se passe en douceur et à long terme : en additionnant les Français établis en Suisse, les frontaliers et les saisonniers français travaillant en Suisse, ainsi que les Suisses établis en France, on obtenait (sans tenir compte des doubles nationaux) une population de 140 649 personnes en août 1972. Dix ans plus tard, ce total n'est plus que de 122 574 personnes, ce qui correspond à une diminution de 13 %.

Malgré la dégradation générale de l'emploi enregistrée en Suisse depuis un an – et cela aussi bien en ce qui concerne le chômage total que le chômage partiel –, les effectifs de la **main-d'œuvre frontalière** n'ont pas diminué. Dans notre analyse de décembre 1981, nous avions estimé que les tendances conjoncturelles à la baisse observées en Suisse n'affecteraient probablement pas particulièrement, en 1982, le flux des frontaliers français. Le recensement de ces effectifs à fin août 1982 confirme cette opinion.

L'assombrissement des perspectives économiques constaté à la fin de cette année amène à douter du maintien d'effectifs frontaliers aussi nombreux en 1983. Sans doute les entreprises suisses seront-elles amenées à alléger un peu l'effectif des frontaliers étant

Main-d'œuvre frontalière employée en Suisse

Effectifs recensés fin août de chaque année		
	Total général	Dont Français
1974	110 809	48 296
1975	99 373 (– 11,5 %)	43 191 (– 11,8 %)
1976	85 184 (– 16,7 %)	36 431 (– 18,6 %)
1977	83 097 (– 2,5 %)	35 322 (– 3,1 %)
1978	89 440 (+ 7,6 %)	37 451 (+ 6,0 %)
1979	91 852 (+ 2,7 %)	39 307 (+ 5,0 %)
1980	100 404 (+ 9,3 %)	42 036 (+ 6,9 %)
1981	108 988 (+ 8,5 %)	47 883 (+ 13,9 %)
1982	111 509 (+ 2,3 %)	49 030 (+ 2,4 %)

- LAUBSCHER Frères & C°, S.A. - CH. 2575. TAUFFELEN (SUISSE)
  Visserie et Décolletage de Précision

- PIERRES HOLDING, S.A. - CH 2501. BIENNE (SUISSE)
  Pierres en corindon synthétique pour toutes industries, coussinets empierrés fixes et à ressort, micro-aimants

- CH. SCHWEIZER & SÖHNE GmbH & Co - D. 7230 SCHRAMBERG (R.F.A.)
  Circuits imprimés pour toutes Industries

- STRAMA - CH 2560 NIDAU (SUISSE)
  Cylindres et axes caoutchoutés

- UNIVERSO, S.A. - CH. 2301. LA CHAUX-DE-FONDS (SUISSE)
  Petites pièces de précision en matière plastique moulée

- DONIAR, S.A. - CH 2556 SCHWADERNAU (SUISSE)
  Découpage chimique de précision en tous matériaux

- L'AZUREA – Célestin KONRAD, S.A. – CH. 2740 MOUTIER (SUISSE)
  Micro-roulements de précision, taillage, vis sans fin, jauges-tampons

- M. SCHNEIDER-HEGI, S.A. - CH. 4436. OBERDORF (SUISSE)
  Pivots « NIVAPOINT » pour appareils de mesure

- Carl HAAS - D. 7230. SCHRAMBERG (R.F.A.)
  Spiraux et rubans pour appareils de mesure
  Spiraux et ressorts pour l'horlogerie

En FRANCE, ces entreprises n'ont qu'une seule adresse :

établissements
georges zehr s. a.

63, RUE DE GERGOVIE - 75014 PARIS
tél. : 542.13-36

donné qu'elles ont déjà procédé à une réduction de l'emploi touchant principalement la main-d'œuvre indigène. Dans les milieux syndicaux suisses, des voix s'élèvent d'ailleurs pour réclamer une plus forte surveillance du nombre des immigrés et des frontaliers. Bien qu'à l'heure actuelle la Suisse connaisse une situation de l'emploi qui peut être qualifiée de bonne par rapport à la moyenne générale de l'OCDE, la récession y est devenue une réalité et il serait faux de la considérer comme un phénomène de surface.

En ce qui concerne les **naturalisations**, le mouvement semble confirmer les tendances observées en 1981. En Suisse, la naturalisation de personnes d'origine française s'est poursuivie au même rythme que les années précédentes. Il convient toutefois d'observer qu'en 1981 (dernier chiffre connu), les Français naturalisés Suisses forment 8 % du total des naturalisations, soit le pourcentage le plus élevé depuis 1973. Les naturalisations de Suisses par les autorités françaises, qui en 1981 et 1982 ne sont que partiellement connues, demeurent relativement faibles. Les naturalisations ordinaires (par décret) prononcées en faveur de personnes qui ne peuvent se prévaloir d'un titre leur permettant d'accéder à la déclaration acquisitive excède de peu la centaine. Au cours des dernières années, elles n'ont atteint que le tiers, voire moins, des naturalisations de la même catégorie de Français en Suisse.

Nombre des naturalisations

	Suisses devenant Français		Français devenant Suisses
	Par décret	Par déclaration acquisitive	
1973	86	37	654
1974	76	267	775
1975	101	368	750
1976	148	390	821
1977	155	421	795
1978	110	460	620
1979	102	425	746
1980	89	476	727
1981	106	n.d.	760
1982 (1er semestre)	48	n.d.	n.d.

Les échanges commerciaux

Dans le domaine des échanges, les mouvements franco-suisses sont à l'image du commerce extérieur suisse en général qui, en période de récession, voit généralement diminuer le montant des importations et, par conséquent, le solde passif. En tendance annuelle, les exportations mondiales de la Suisse (en FS) s'inscrivent à peu près au même niveau qu'en 1981, tandis que les importations sont en diminution de 4 à 5 %. Les exportations suisses vers la Communauté européenne (en FS) sont en repli d'environ 2,5 % et les importations de cette provenance d'un peu plus de 4 %. Dans l'ensemble, le secteur bilatéral franco-suisse connaît les mêmes tendances.

Vues sous l'angle des statistiques françaises, les exportations françaises vers la Suisse, se sont élevées *au cours des neuf premiers* mois de l'année à 17,8 milliards de francs français, alors que les importations en provenance de Suisse ont atteint, elles, 10,8 milliards, dégageant ainsi un solde actif en faveur de la France de 7 milliards. La Suisse demeure le partenaire commercial « le plus intéressant » de la France : en effet, aucun des soldes bilatéraux du commerce extérieur français n'est aussi élevé que celui réalisé avec la Suisse.

Ceci dit, un examen plus poussé des chiffres suggère un certain nombre de remarques :

1. Exprimé en francs français, l'excédent commercial réalisé dans les échanges avec la Suisse a baissé de 2,8 % par rapport à 1981, année où il était encore en augmentation de 7 % par rapport à 1980 ;

2. Le taux de couverture des importations françaises par les exportations passe de 172 à 166 % ;

3. Au cours des neuf premiers mois de 1981, l'excédent français réalisé dans le commerce avec la Suisse dépassait largement le déficit du commerce franco-japonais ;

4. En francs (français) courants, les importations en provenance de Suisse ont augmenté de 7 % et les exportations vers ce pays de 2,8 %. Il semble donc que l'industrie française n'a pas su ou pas pu bénéficier pleinement dans son commerce avec la Suisse des dévaluations d'octobre 1981 et de juin 1982.

Comme dans le passé, les industries suisses implantées en France ont apporté en 1982 une contribution importante à l'exportation française. Selon les réponses que nous avons obtenues auprès des principales entreprises, le total des exportations des filiales françaises de sociétés suisses peut être évalué à 5,670 milliards de francs français en 1982. Ce résultat, obtenu par sondage se situe probablement en dessous de la réalité, car il ne tient pas bien compte de certaines entreprises de moyenne importance qui ont une activité exportatrice. Par ailleurs, quelques sociétés interrogées étaient dans l'impossibilité de nous communiquer un chiffre avant les facturations de fin d'année.

Le montant de 5,670 milliards de francs français appelle quelques commentaires :

1. Il révèle d'abord que les exportations des sociétés industrielles suisses en France ont augmenté d'environ 10 % par rapport à 1981, étant entendu qu'il s'agit d'un ordre de grandeur obtenu par sondage et non d'une statistique établie avec rigueur ;

2. La plupart des contrats d'exporta-

Exportations des sociétés industrielles suisses en France (1982)

	En millions de FF
Bâtiment et travaux publics (ciments, ascenseurs, chauffage, climatisation)	125
Alimentation (produits, spécialités, restauration collective)	1 730
Machines et métallurgie (métaux NF, équipements industriels)	1 006
Chimie et produits pharmaceutiques	1 809
Installations et équipements électriques	930
Chaussures	70
ENSEMBLE	5 670

Schindler

...une position incontestée dans le domaine du transport vertical

RCS ASCENSEURS

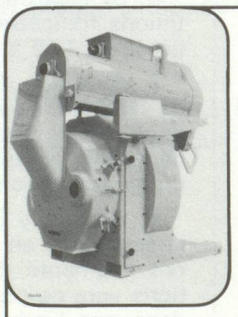
SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU GROUPE SCHINDLER

1, RUE DEWOITINE 78140 VÉLIZY-VILLACOUBLAY – TÉL.(1) 946 96 75

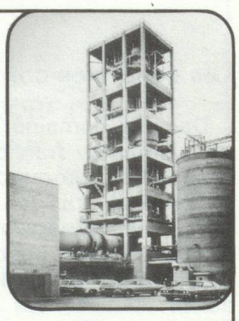
Luwa

14, avenue de la Plage
94340 Joinville le Pont
Tél. 885.48.48 +

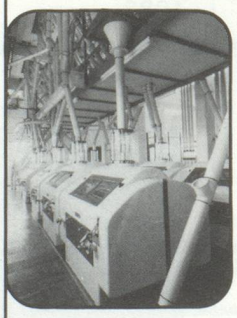
- Matériels et installations de conditionnement d'air pour toutes industries. Traitement des eaux associé
- Appareils de génie chimique : Évaporateurs à couche mince.
- Nettoyage automatique de machines textiles. Séparation des fibres.
- Équipements d'abris de protection civile.
- Captation de fumées de soudage.
- Éviers et containers en acier inox.



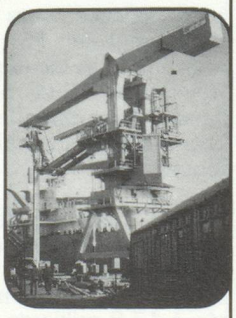
Secteur Alimentaire non Alimentaire



Recherche Etude Construction Installation



Machines Usines Complètes



BUHLER-MIAG

Tour Aurore Cedex N° 5 - 92080 Paris-Défense. 2
Tél. 788.33.11. Télex 620833 F

PUB 1112

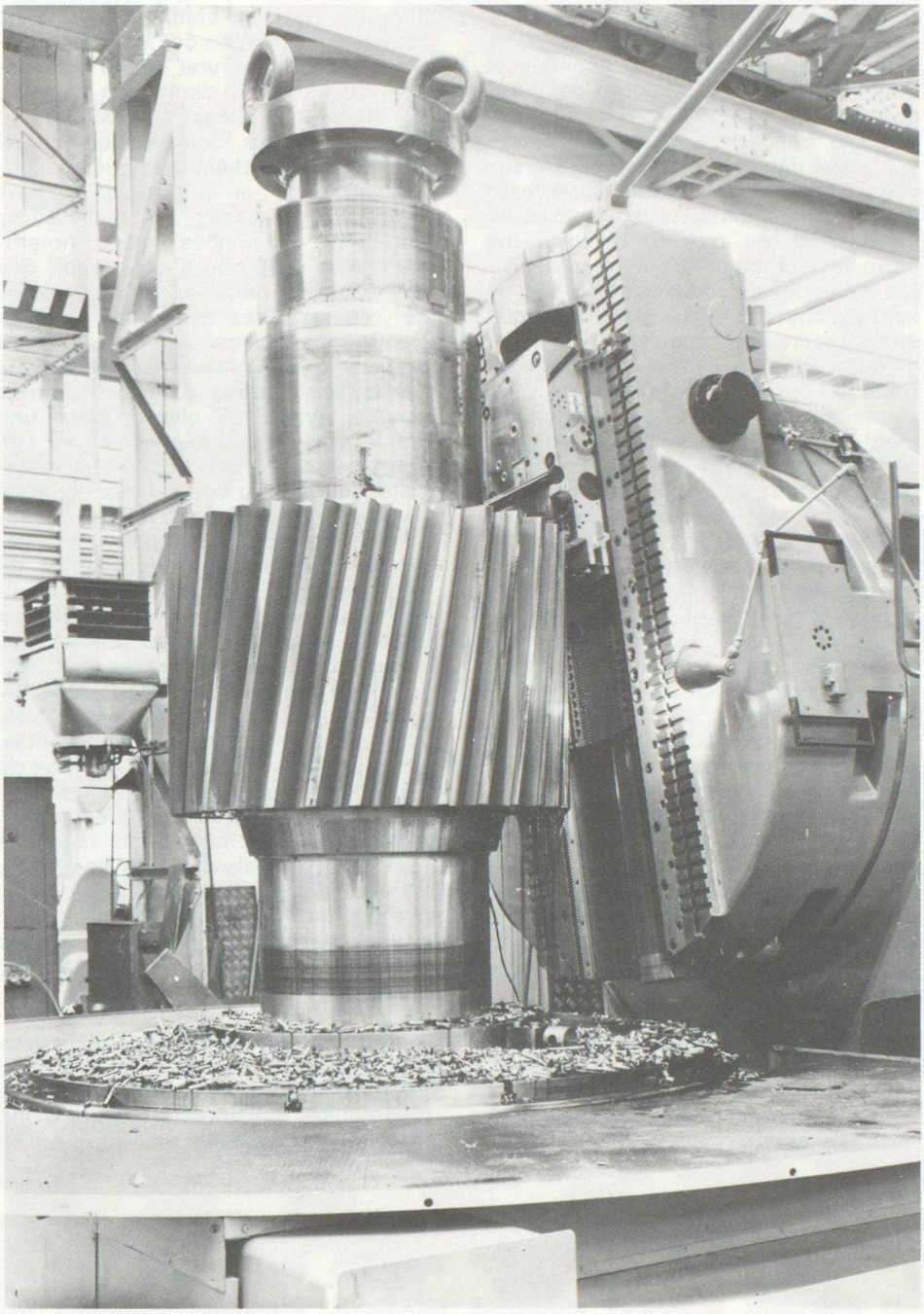
tion des sociétés suisses en France ont été conclus avec l'aide des sociétés mères en Suisse et grâce, notamment à leurs réseaux internationaux ;

3. Le total des devises commerciales obtenues par la France à raison des échanges avec la Suisse et des exportations des sociétés suisses en France dépassera 15 milliards de francs français en 1982.

La présence industrielle

A l'exception de certaines entreprises du secteur alimentaire, toute l' « industrie suisse en France » a fortement ressenti la dégradation de la conjoncture économique. D'une manière générale, toutes les sociétés ont souffert d'une concurrence exacerbée, des effets du blocage général des prix et des marges, de l'évolution négative du cours de change entre le franc français et le franc suisse, ainsi que de difficultés administratives diverses. A ces problèmes d'ordre général s'ajoutent des difficultés sectorielles liées au marasme sur le plan de l'investissement, aux mesures arbitraires (prix pharmaceutiques) et aux interrogations sur l'avenir. La réponse qui nous a été faite par un industriel illustre bien l'évolution des affaires : « Il y a un an, notre situation était dominée par l'incertitude, aujourd'hui c'est l'inquiétude qui s'y ajoute. »

a) Les **entreprises liées au bâtiment** étaient généralement déprimées en 1982, en raison notamment de la faiblesse des investissements des particuliers, des compressions budgétaires opérées par les sociétés nationalisées et du manque d'impulsions provenant des collectivités publiques. Ces données se retrouvent aussi bien dans les industries du premier-œuvre que dans celles du second-œuvre. Dans la branche du ciment, la demande, en hausse jusqu'à fin septembre, devait ensuite s'effondrer, au point que le tonnage en terme annuel se situe cette année à environ 9 % en dessous de 1981. Les prix fortement comprimés ont par ailleurs fait chuter les résultats. Un très net affaissement du marché s'est produit dans la branche des ascenseurs, où la vente d'installations neuves est en diminution de quelque 12 % par rapport à 1981. La même observation vaut pour les installations de chauffage et de climatisation. Le rétrécissement des affaires nouvelles est général. Les constructions immobilières sont en diminution, les programmes hospitaliers sont pratiquement arrivés à terme, et les programmes nucléaires, en ralentissement eux aussi, demeurent en fait les seuls grands chantiers encore « porteurs ». Du point de vue des effectifs employés dans les sociétés suisses, une légère tendance à la baisse est constatée. Il en est de même des investissements et des résultats.



Taillage d'un pignon de laminoir réalisé par une machine à raboter les engrenages de la firme MAAG-Zahmäder AG, Zürich.

b) Dans le secteur **alimentaire**, les sociétés suisses se sont relativement bien comportées. S'il est vrai que les résultats ne suivent pas – et de loin – l'augmentation des chiffres d'affaires, on constate, dans l'ensemble, une progression assez sensible de l'emploi, particulièrement dans la branche de la restauration collective, alors que l'industrie des spécialités maintient ses effectifs. Si le développement du secteur est relativement satisfaisant, avec des taux de croissance dépassant un peu le taux de renchérissement, d'assez fortes variations sont constatées d'une branche à l'autre. Ainsi, les boissons instantanées ont connu une légère diminution en volume des ventes en 1982, tandis que les aliments pour nourrissons sont en progrès. Aussi bien l'activité sur les places étrangères que les exportations proprement dites se sont développées de manière satisfaisante. Les perspectives pour 1983 sont très prudentes.

c) C'est une année difficile à tous égards qui s'achève pour les entreprises du secteur **machines et métallurgie**. Si l'on fait exception des machines et installations de minoterie, des machines à fabriquer les pâtes alimentaires et de la branche exportation des ma-

chines diesel, la dégradation des commandes facturées et des nouvelles commandes en carnet est générale et atteint même des proportions catastrophiques pour certaines sociétés. Ainsi, la filiale française d'un groupe suisse spécialisé dans les métaux non ferreux nous signale qu'une partie importante de sa production est commercialisée en dessous du prix de revient. Une autre société annonce que ses spécialités d'équipement de machines textiles sont en chute libre. Le génie chimique attend – en vain jusqu'ici – les commandes des sociétés nationalisées. Dans la branche des machines pour aliments composés, il n'y a pratiquement plus de commandes. L'exportation est également en régression, en raison surtout des difficultés financières et monétaires auxquelles sont confrontés les pays en développement. A l'exception d'une seule, les sociétés interrogées signalent de légères diminutions d'effectifs et des résultats en baisse par rapport à 1981. Des redéploiements et diversifications sont en cours, opérations qui se heurtent parfois aux lourdeurs administratives et aux réserves syndicales. De concert avec les maisons mères, certaines techniques nouvelles sont introduites sur le marché français. Des développements prometteurs semblent ainsi s'esquisser dans la robotique et dans les techniques de commande pneumatique et hydraulique. Mais ces initiatives ne compenseront pas avant longtemps le terrain perdu dans les secteurs traditionnels.

d) L'industrie **chimique et pharmaceutique** a fait preuve de dynamisme en 1982. Les sociétés suisses en France ont fortement accru leurs exportations ; dans l'ensemble, elles « rapportent » plus de devises commerciales à la France qu'elles n'en coûtent. Les colorants enregistrent une bonne progression en volume, en diminution toutefois au quatrième trimestre. Les produits pharmaceutiques sont également en progrès. Les matières premières pour l'industrie de la parfumerie et les arômes alimentaires se sont même fortement développés, grâce notamment à la demande d'exportation élevée dont ont bénéficié les utilisateurs de ces matières premières. L'agrochimie, enfin, a connu une expansion des ventes très soutenue. Vue sous l'angle des chiffres d'affaires, l'année semble avoir été placée sous une bonne étoile. Toutefois, il n'en va pas de même en ce qui concerne la rentabilité. L'affaire du contentieux douanier pharmaceutique dont le Ministre français du Commerce extérieur avait annoncé le règlement avant la fin de 1982, est toujours pendante. Par ailleurs, aucun déblocage n'est intervenu pour les prix des produits pharmaceutiques : les hausses accordées en 1982 sont de l'ordre du quart de la progression du coût de la vie. Enfin, trois spécialités suisses ont été touchées par la réduction autoritaire des prix de 20 % opérée en octobre. L'avenir semble d'autant plus incertain que, contrairement à l'esprit des textes régissant l'activité des filiales suisses en France, les autorités s'orientent vers une politique qui fait dépendre l'octroi de certaines adaptations de prix des recherches effectuées en France, de l'exportation, de l'emploi, etc.

e) Dans le domaine des **installations et équipements électriques** une importante société suisse, confrontée à de nombreuses difficultés à la suite d'une restructuration que lui avaient imposée les autorités françaises en 1976, entrera probablement dans le giron d'une société nationalisée française avant la fin de cette année. L'industrie suisse perdrait ainsi l'une de ses plates-formes importantes en France. D'autres filiales suisses de plus faible dimension font état d'une année 1982 « meilleure que prévu » et de résultats « dans l'ensemble positifs ». Les effectifs et les investissements sont maintenus. Toutefois, d'importantes interrogations sont posées quant aux commandes des PTT, de l'EDF et de la SNCF, qui pourraient s'inscrire en baisse l'année prochaine.

●

A l'instar de celle d'autres pays, l'économie française est entrée dans une phase dépressive dont les effets sont d'autant plus durement ressentis par les sociétés suisses implantées dans ce pays que les maisons mères, elles aussi, n'échappent plus aux conséquences de la récession. Il est impossible de dire comment les entreprises suisses en France traverseront cette zone de turbulence. Mais il est certain qu'elles n'ont jamais considéré la France comme un marché secondaire, le passé le prouve. Ce n'est donc pas à la première difficulté qu'elles lâcheront prise. Des opinions que nous avons recueillies auprès des dirigeants des grandes entreprises industrielles suisses en France, une certitude se dégage : aussi bien les filiales françaises que les maisons mères suisses sont prêtes à fournir des efforts importants pour œuvrer dans l'intérêt de la coopération franco-suisse. ■

LABORATOIRES ROBAPHARM

380-65-96

2, SQUARE VILLARET DE JOYEUSE
75017 PARIS